



La santé, le social
ne sont pas
des marchandises!

**USAGERS ET SALARIÉ-ES
DES ÉTABLISSEMENTS
SANITAIRES ET SOCIAUX :**

LA SECU, C'EST NOTRE AVENIR !

Depuis plus de trente ans, toutes les mesures gouvernementales inspirées d'un même modèle dicté par le patronat se succèdent dans l'objectif de réduire le « déficit de la Sécurité Sociale ».

ON EN VOIT TOUS LE RESULTAT : PRENDRE A LA SECU, AUX USAGERS, AUX SALARIE-ES, AUX PERSONNELS

Ainsi toutes les « réformes » ont visé à réduire les remboursements et prises en charges des assurés sociaux, malgré les augmentations de leurs cotisations, à réduire les dépenses des hôpitaux, établissements sociaux et médicaux et sociaux. **Le « pacte de responsabilité » s'inscrit dans la poursuite de cette logique.**

En ces temps de crise économique et sociale majeure, de plus en plus de citoyens renoncent à se faire soigner par manque de moyens.

Le service public sanitaire et social est déstabilisé, fragilisé, démantelé méthodiquement par la suppression de services, voire d'établissements et d'hôpitaux entiers, privant ainsi les assurés sociaux et les usagers de leurs droits fondamentaux d'accès aux soins, services sociaux et médico-sociaux de qualité, de proximité.

Les personnels n'ont alors plus les moyens de prendre soin des personnes tout en voyant leurs droits sociaux remis en cause : suppressions massives d'emplois, dégradation de leurs conditions de travail, remise en cause des droits du travail, gel des salaires, déqualifications de leurs fonctions, et précarisation des emplois restants.

POUR ENRICHIR LES ACTIONNAIRES

Le discours et la méthode sont bien rôdés : la Sécurité Sociale « serait malade » de ses dépenses ; les cotisations sociales et les impôts des entreprises sont des charges insupportables !

Alors qu'elles suppriment massivement des emplois, les plus grandes entreprises du CAC 40 se voient inlassablement exonérées de cotisations sociales représentant plusieurs centaines de milliards d'euros ! Tout en reversant en dividendes aux actionnaires les profits ainsi dégagés, ces grands groupes dépensent des fortunes colossales pour s'engager dans des opérations financières à grande échelle.

Pour exemple, le groupe de santé australien **Ramsay** va ainsi dépenser plusieurs centaines de millions d'euros pour racheter le groupe **Générale de Santé** et devenir ainsi un des leaders européens dans la prise en charge de la personne âgée.

Bien que financés eux aussi par la Sécurité Sociale mais n'étant pas soumis aux mêmes contraintes que le service public, et parce qu'ils considèrent la santé et l'action sociale comme des marchandises, les usagers comme des clients, ils investissent dans ces secteurs pour faire grossir encore et encore leurs profits, quel qu'en soit le prix à payer pour les usagers et les salarié-es.

PRENONS NOS AFFAIRES EN MAIN ! REAFFIRMONS L'UTILITE SOCIALE DE LA SECU ET DES SERVICES PUBLICS ET LEURS VALEURS DE SOLIDARITE

Par le développement de l'emploi, des salaires, par l'arrêt des exonérations des entreprises qui cassent l'emploi et les salaires, par une modulation des cotisations des entreprises tenant compte des créations d'emplois, nous pouvons donner les moyens à la Sécurité Sociale de répondre aux besoins fondamentaux des usagers.

Ensemble, usagers-salarié-es, nous pouvons reconquérir un financement de la sécurité sociale SOLIDAIRE ET JUSTE, pour un grand service public sanitaire et social accessible à tous sans discriminations.

**PARCE QUE LA SECU C'EST NOTRE AVENIR COMMUN,
USAGERS ET SALARIÉ-ES DES ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES ET SOCIAUX,**

ENSEMBLE, MOBILISONS NOUS LE 26 JUIN 2014 !



**Une force
à vos côtés**

Le Pacte tue la Sécu : Luttons !



👉 Le pacte de responsabilité met notre Sécurité Sociale en danger

Désormais, la Boîte de Pandore est ouverte : ce sont nos impôts qui vont financer la Sécurité Sociale en compensation des mesures du Pacte.

C'est tout le système de financement de la protection sociale qui est menacé.

La Sécurité Sociale est la première victime du pacte. La Branche Famille est attaquée, le RSI menacé.

L'incidence du pacte sur le service rendu aux assurés : déremboursement et baisses des prestations

👉 Qu'est-ce qui a joué un rôle d'amortisseur depuis le début de la crise de la dette en France ?

« Le choix d'une protection sociale élevée a montré sa pertinence notamment en période de crise. »

Avis du CESE – octobre 2011 – dossier « compétitivité : enjeu d'un nouveau modèle développement »

👉 La Sécurité Sociale : c'est la santé, c'est une richesse !

Les dépenses de santé permettent d'augmenter l'espérance de vie en bonne santé. Ils jouent un rôle moteur pour l'économie et participent pour 10% au PIB !

Le secteur de la santé représente 10% des emplois.

La force de travail en bonne santé profite donc directement à l'entreprise en contribuant à la création de richesse.

Financement de la Sécurité Sociale : baisse de l'emploi et détérioration du service !

Nous estimons que dans le cadre du projet de loi de financement rectificative de la Sécurité Sociale intégrant les économies de gestion du Pacte, 16 000 postes seront supprimés à horizon 2017, soit 10% de l'effectif de la Sécurité Sociale toutes branches confondues !

Ces suppressions de postes vont amplifier la dégradation des conditions de travail et la baisse de la qualité des services rendus aux usagers.



**Ce sont les capitaux financiers
qui doivent également contribuer.**

**Ce sont les exonérations
de cotisations qu'il faut stopper.**

**C'est le 100% de prise en charge
des soins par la Sécurité Sociale
qu'il faut viser !**

